

Brochure n° 3007

Accord collectif national

**IDCC : 1314. – MAISONS D'ALIMENTATION À SUCCURSALES,
SUPERMARCHÉS, HYPERMARCHÉS
(Gérants mandataires)**

AVENANT N° 57 DU 28 JANVIER 2013
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES
AU 1^{ER} JANVIER 2013
NOR : ASET1350560M
IDCC : 1314

Entre :

La FCD,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant, qui porte le numéro 57, modifie, à compter du 1^{er} janvier 2013, les articles 5, 36 et 39 de l'accord collectif national des maisons d'alimentation à succursales, supermarchés, hypermarchés « Gérants-mandataires non salariés » du 18 juillet 1963 modifié.

Article 2

Minima garantis

A compter du 1^{er} janvier 2013, les minima garantis définis à l'article 5 sont les suivants :

- gérance 1^{re} catégorie : 1 610 € par mois ;
- gérance 2^e catégorie : 2 340 € par mois.

Article 3

Indemnisation des représentants des gérants mandataires non salariés

Le montant en euros figurant au premier alinéa du paragraphe c « Indemnisation des stages de formation économique » de l'article 36 D « Indemnisation des représentants des gérants mandataires non salariés » est remplacé par le montant suivant : « 35 € ».

Il est ajouté un second alinéa au paragraphe *c* selon lequel :

« Le montant de l'indemnité forfaitaire visée ci-dessus est applicable à compter du 1^{er} janvier 2013. »

Article 4

Indemnisation des gérants mandataires non salariés participant aux réunions paritaires

Le montant en euros figurant au deuxième alinéa du paragraphe *a* « Frais de séjour » de l'article 39 « Représentation des gérants mandataires non salariés participant aux réunions paritaires » est remplacé par le montant suivant : « 60 € pour la chambre et le petit déjeuner à partir du 1^{er} janvier 2013 ».

Article 5

Publicité

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties à la direction générale du travail, dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr.

Article 6

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, la fédération des entreprises du commerce et de la distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 28 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)